TRÉSOR DIRECTION GÉNÉRALE
Publications des Services économiques

La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 208 du 27 novembre 2020

Pays Nordiques

	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Nombre de cas	236 355	75 395	34 268	23 148	5 312
Cas/10 000 hab.	231,04	129,88	64,31	41,95	148,80
Nombre de décès	6 622	811	316	388	26
Décès/10 000 hab.	6,47	1,40	0,59	0,70	0,73
Décès/cas	2,80%	1,08%	0,92%	1,68%	0,49%

Chiffres du 26 novembre 2020 à 15h30

Danemark

Les Danois investissent de plus en plus dans des actions d'entreprises nord-américaines. Le groupe Coca-Cola et le fabricant d'ascenseurs et escaliers mécaniques Otis sont en tête de liste des actions les plus populaires, surclassant des entreprises technologiques comme Amazon et Facebook. Au total, depuis janvier 2020, les investisseurs danois ont acheté des actions étrangères pour 88 Mds DKK (11,8 Mds€).

Le gouvernement a présenté lundi 23 novembre la première phase de la réforme sur la fiscalité verte. Contrairement aux recommandations du Conseil danois pour le Climat (Klimatråd), ce projet de réforme n'introduit pas de taxe sur le CO^2, mais seulement une augmentation de celle sur les énergies fossiles ; par ailleurs, la mise en œuvre se fera en deux temps. Entre 2021 et 2025 sont prévus un allègement de la fiscalité des investissements verts et une hausse des subventions accordées aux entreprises qui souhaitent moderniser et verdir leur système de production (pour un montant total de 4,5 Mds DKK, soit 605 M€). Dans un deuxième temps - à partir de 2023 - ces aides seront combinées à une augmentation des taxes sur les énergies fossiles, de 6 DKK (0,81€) par GJ. Ce projet de réforme devrait permettre de réduire les émissions de 0,5 M de tonnes de CO^2 par an à partir de 2025.

La banque française Société Générale est devenue un actionnaire majeur du fabricant d'éoliennes danois Vestas, en montant à près de 5% du capital de l'entreprise (contre 3,21% auparavant).

AIP Management lance un nouveau fonds pour le climat et les infrastructures qui vise les 30 Mds DKK (4 Mds€). En plus de ses investisseurs traditionnels, les fonds de pensions danois Pensam et PKA, AIP vient d'accueillir le norvégien Storebrand comme troisième partenaire. Leur nouveau fonds (AIP Management II) sera l'un des plus grands fonds dans son domaine dans les pays nordiques à ce jour. Ces 4 Mds€ seront investis dans de grands projets climatiques et d'infrastructures au cours des trois à quatre années à venir. AIP Mangement a déjà investi 30 Mds DKK (4 Mds€) dans des projets d'éoliennes, d'énergie solaire et d'électrification. Le secteur des fonds de pensions danois a pour objectif d'investir 350 Mds DKK (47 Mds€) dans la transition verte d'ici 2030.

Finlande

Publication d'une feuille de route sur la stratégie hydrogène. La Finlande dispose sur son territoire d'usines fortement consommatrices d'énergie (pâte à papier, métallurgie et mines), candidates potentielles à des procédés de décarbonation, mais aussi de la principale usine de production d'hydrogène par électrolyse en Europe. Le pays n'avait pourtant pas encore élaboré de stratégie à moyen et long terme dans le secteur de l'hydrogène. La feuille de route transversale qui vient de paraitre reprend le partage classique suivant :

i) Secteurs de production d'hydrogène comme matière première avec des applications industrielles ;
ii) Procédés d'entreposage ;
iii) Procédés de distribution ;
iv) Applications finales.

L'ensemble de cette chaine de valeur est déjà présente en Finlande. Le pays dispose d'un écosystème développé autour de grands groupes (Neste, Forum, Gasum Wartsila), de son agence de R&D VTT, et de l'agence de développement économique Business Finland. Cette feuille de route identifie également des projets et prototypes à développer à court terme, lesquels serviront de base pour l'adoption de projets d'application dans la phase 2025 - 2030. A noter que pour le secteur des transports, la Finlande privilégie les biocarburants, pour lesquels elle est déjà pionnière grâce à une biomasse abondante, composée de produits issus de l'industrie papetière.

Le projet de plan de développement du système de transport national se dessine. Le plan vise à donner une perspective sur 12 ans (2021-2032) au système de transport national, dans le but d'en améliorer l'efficacité et la viabilité à long terme. Les mesures devront notamment permettre de développer les services de transport public et d'investir massivement dans le développement de la digitalisation. Le plan prévoit des investissements de développement à hauteur de 500 M€ par an, et un total de 1,4 Md€ annuels à partir de 2025 pour l'entretien des infrastructures de transport essentielles. Le gouvernement soumettra le plan au Parlement au cours du printemps 2021, au terme d'une phase de consultations qui débutera en janvier 2021.

Islande

Le gouvernement a présenté un nouveau paquet de mesures économiques pour un montant estimé à 70 Mds ISK (435 M€). L'objectif est, comme pour les précédents paquets (mars, avril et octobre), de soutenir les entreprises les plus affectées par la crise tout en assistant financièrement les populations vulnérables. La prise en charge par l'État de 50% du salaire des employés à temps partiel est prolongée jusqu'au 31 mai 2021 et les entreprises ayant connu une baisse d'au moins 60% de leurs revenus pourront recevoir des subventions pour couvrir leurs frais de fonctionnement (jusqu'à 90% des dépenses de fonctionnement). D'autre part, les allocations chômage seront augmentées en 2021 et une prime spéciale sera versée en décembre à tous ses bénéficiaires. Les allocations familiales seront revues à la hausse pour les parents à faibles revenus et 310€ seront versés en décembre à tous les bénéficiaires de pension d'invalidité.

Le 18 novembre, la Banque centrale a décidé de baisser son principal taux directeur de 0,25 point à 0,75%. Les prévisions économiques se sont détériorées et une contraction du PIB de 8,5% (contre -7,5% en août) est désormais attendue pour 2020.

L'OCDE recommande 438 modifications de lois et réglementations de concurrence dans les secteurs du tourisme et de la construction islandais. La mise en œuvre de toutes les propositions du rapport contribuerait à un environnement plus flexible pour les entreprises, à de nouvelles opportunités d'emploi, à une productivité plus élevée et à une croissance économique plus forte (augmentation de 1% du PIB, soit plus de 186 M€ par an). Pour le secteur du tourisme, l'OCDE propose notamment de simplifier les licences des agences de voyages, d'abolir certaines normes d'hébergement et d'examiner les moyens de réduire les coûts et d'accroitre la compétitivité de l'aéroport international de Keflavík. Pour le secteur de la construction (316 propositions), les recommandations portent sur la planification et l'utilisation des terres, les permis de construire, les matériaux de construction ou encore les professions.

Norvège

Suite au refus de l'Etat norvégien d'injecter du capital dans le groupe Norwegian, la compagnie aérienne a placé 1 600 de ses employés au chômage technique le 11 novembre dernier. Elle a également immobilisé 16 des 21 avions qui étaient encore en circulation depuis le début de la pandémie. 200 salariés du groupe ont manifesté devant le Storting pour appeler les pouvoirs publics à sauver des emplois.

Norwegian a demandé une protection temporaire contre la faillite devant la justice irlandaise, via ses deux sociétés Arctic Aviation Assets et Norwegian Air International. A ce stade, le juge irlandais estime que ces deux sociétés n'ont pas les liquidités suffisantes pour assurer la survie de Norwegian. Selon la compagnie, les 100 prochains jours seront décisifs, et une solution devra être trouvée d'ici cinq mois pour éviter la faillite. Interrogée au Storting dans le cadre des questions au gouvernement, la PM Erna Solberg a rappelé que la compagnie était déjà fortement endettée avant la crise sanitaire, et a fait part de ses doutes sur la pertinence d'aides publiques à des entreprises qui risquent de « tomber entre les mains de *venture funds* internationaux ou sous contrôle de garanties chinoises ». De son côté, la ministre de l'Industrie et du Commerce, Iselin Nybø, précise que l'action judiciaire de Norwegian en Irlande ne fera pas revenir l'Etat sur sa décision. Le Parti travailliste et le Parti du centre appellent les pouvoirs publics à sauver l'activité norvégienne de la compagnie.

Pour la première fois depuis la création du fonds pétrolier en 1998, **sa valeur a atteint 11 000 Mds NOK** (1 000 Mds€) le 17 novembre. Le fonds souverain détient 1,5% des actions émises dans le monde.

Le gouvernement et le Parti du progrès ont trouvé un accord sur le nouveau paquet de crise, le montant total des aides passant de 17,7 à 22,1 Mds NOK (2,1 Mds€). Le nouveau texte prévoit notamment une meilleure compensation pour les entreprises, qui percevront l'équivalent de 80 à 85% de leur chiffre d'affaires, contre 60 à 70% comme prévu initialement. La taxe sur les billets d'avion sera suspendue jusqu'à fin 2021, et la TVA réduite de moitié au premier semestre 2021 pour les secteurs du tourisme et des transports.

Suède

La croissance au T3 2020 a été plus dynamique que prévue et s'élève à 4,9% par rapport au T2 2020 (4,3% selon les chiffres provisoires de début novembre). La baisse du PIB en glissement annuel (T3 2019-T3 2020) s'est limitée à -2,5% (-3,5% selon les chiffres provisoires). La consommation privée et le solde du commerce extérieur sont les deux facteurs qui ont le plus contribué à cette reprise temporaire.

L'ensemble des mesures mises en place par le gouvernement pour soutenir l'économie suédoise face à la pandémie et faciliter la relance s'élèvent à plus de 200 Mds SEK (près de 20 Mds€, plus de 4% du PIB) en 2020 et 120 Mds SEK (près de 12 Mds€, soit 2,4% du PIB) en 2021. Par ailleurs, les garanties et renforcements de liquidité correspondent à près de 30% du PIB. Selon la ministre des Finances Magdalena Andersson, ces mesures ont été possibles grâce à la solidité des finances publiques suédoises, et plus de 500 000 salariés ont pu bénéficier du dispositif de chômage partiel temporaire depuis mars.

L'évolution du nombre de décès liés à la covid-19 en 2020 devrait, selon l'Office des statistiques (SCB), légèrement réduire l'espérance de vie des femmes et des hommes cette année. Celle-ci passerait respectivement de 84,7 à 84,4 ans pour les femmes et de 81,3 à 80,8 ans pour les hommes. Ce recul est le plus important entre deux années depuis 1944.

Dans le cadre du programme de précommande de l'UE, la Suède vient de sécuriser 4,5 M de doses de vaccins auprès de CureVac. Cela s'ajoute aux quatre accords déjà signés (6 M de doses avec Astra Zeneca ; 4,5 M avec Janssen Pharmaceutica ; 4 M avec Pfizer/BioNTech et un accord opt-in/out d'environ 6 M de doses avec Sanofi-GSK), à eux seuls suffisants pour vacciner l'entièreté de la population suédoise. Pour la ministre de la Santé et des Affaires sociales Lena Hallengren, ce nouvel accord ainsi que celui en cours de négociation avec Moderna, serviront d'assurance. Selon le coordinateur Richard Bergström, la Suède débutera la vaccination de sa population en janvier, en priorité les personnes âgées, les malades vulnérables à la covid-19 et les personnels de santé.

L'utilisation de l'intelligence artificielle est de plus en plus courante dans les entreprises et dans le secteur public suédois. Environ 5,4% des entreprises suédoises ont eut recours à l'intelligence artificielle en 2019 (6% au Danemark, 11% en France, plus de 14% au Japon). Ce chiffre s'élève à 10,2% pour les établissements publics et à 12,2% pour l'enseignement supérieur, selon SCB. Parmi les entreprises, celles du secteur TIC sont les plus consommatrices d'IA, notamment pour l'amélioration d'un produit ou d'un service existant. Dans le secteur public, l'IA est principalement utilisée par les régions et pour l'amélioration de processus internes.

Le groupe pharmaceutique suédois Recipharm, l'un des leaders européens de la production pharmaceutique en sous-traitance, vient de signer une lettre d'intention avec le laboratoire Moderna pour les aider avec la distribution de leur vaccin contre la covid-19 (notamment le volet emballage/packaging). Cette mission reviendra à l'usine française de Monts (37), qui devra à cette fin recruter plus de personnel. Le contrat final sera signé en décembre et sa valeur n'est pas connue à ce stade.

Microsoft inaugurera ses trois datacenters en Suède dès 2021, malgré des spéculations concernant le manque de capacité du réseau électrique et le risque de retards. Selon les observateurs locaux, ces installations figureront parmi les plus avancées au monde, nécessitant des investissements considérables. "Nous parlons ici de plusieurs milliards de couronnes" a déclaré Hélène Barnekow, CEO de Microsoft Suède. Les centres devraient être alimentés uniquement par de l'énergie renouvelable via la société publique Vattenfall.

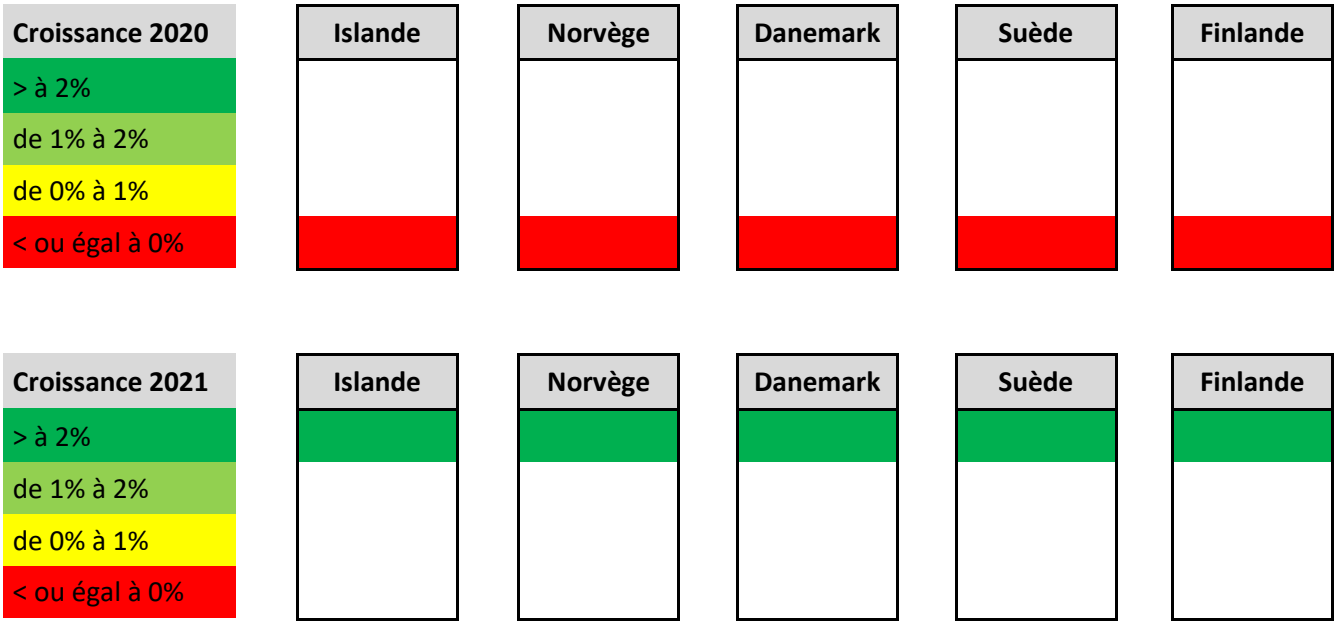
Le groupe suédois Pricer, spécialiste des étiquettes électroniques et de géolocalisation des produits, intensifie ses relations privilégiées avec Carrefour, lequel va équiper pas moins de 500 hypermarchés avec cette technologie d'ici fin 2022. Les enseignes en France sont concernées mais également celles en Espagne, Italie, Belgique, Roumanie, Brésil, Argentine et Taiwan. L'accord ne dévoile ni le volume ni la valeur du contrat.

Scania va produire des véhicules en Chine. Le constructeur suédois, basé à Södertälje et détenu par VW, a racheté l'entreprise chinoise Nantong Gaokai. Cette acquisition permettra à Scania d'obtenir une licence pour fabriquer des camions localement, qui ne précise pas le calendrier de la production, la capacité envisagée ou les modèles d'assemblage prévus.

Réactions positives du gouvernement sur la réforme de la PAC. La ministre des Affaires rurales Jennie Nilsson se félicite du résultat des dernières négociations. Elle estime que le compromis trouvé reflète les positions suédoises, en particulier sur les points relatifs à l'ambition environnementale, la simplification administrative et la flexibilité de la future PAC. Le gouvernement regrette toutefois que la position suédoise sur le bien-être animal n'ait pas été suivie. Il aurait souhaité que des aides soient disponibles afin de compenser les éleveurs des États membres qui imposent des règles nationales de bien-être animal bien plus strictes que celles de l'UE.

La Suède, pays modèle pour la réduction de l'utilisation des antibiotiques. Pour la 10ème année consécutive, la Suède est en tête du classement des pays européens qui utilisent le moins d'antibiotiques dans le secteur agricole, devant la Finlande, la Lituanie et le Luxembourg. La consommation moyenne suédoise d'antibiotiques atteint 12 mg/kg de viande, contre 19 mg/kg en Finlande et 64 mg/kg en France (14ème rang européen). La viande suédoise contient 3 fois moins d'antibiotiques qu'au Danemark et 5 fois moins qu'en France. Les vétérinaires suédois ne prescrivent aujourd'hui des antibiotiques qu'au cas par cas sur certaines exploitations agricoles. Ils n'utilisent plus d'antibiotiques à large spectre afin de limiter les effets de résistance.

1. *Prévisions de croissance pour les pays nordiques*



Source : *Commission Européenne, prévisions d'été* (juillet 2020).

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Gouvernement	-4,5	4,2	-4,5	2,6	-3,1	4,4	-4,6	4,1	-9	5,0
Banque centrale	-3,6	3,6	-5,3 à -13,2	3,5 à 6,9	**-1,8**	**3,8**	-6,9	4,6	-8,0	2,4
Institut stat./conj****.	-3,5 à -5,5	-	-4,5	3,2	-1,9	3,7	-3,4	3,6	-7,6	4,9
Commission*	-3,9	3,5	-4,3	2,9	-3,6	2,8	-3,4	3,3	-7,3	3,1
FMI**	-6,5	6,0	-6,5	3,1	-2,8	3,6	-6,8	5,2	-7,2	6,0
OCDE***	-5,8	3,7	-7,9	3,7	-6,0	4,7	-6,7	1,7	-9,9	4,6
SEB	-4,5	5,0	-2,9	3,2	-2,6	3,4	-3,8	4,2	-	-
Nordea	-4,5	3,0	-5,0	3,0	-3,5	4	-3,5	4,0	-	-
Danske Bank	-2,5	2,5	1,0	1,4	-3,5	3,5	0,7	1,5	-	-

Source :
* *Prévisions d'automne* (novembre 2020)
** *World Economic Outlook* (avril 2020)
*** *Perspectives économiques* (juin 2020)
**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice*
Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement
En rouge : dégradation
En vert : amélioration

2. *Autres indicateurs macroéconomiques*

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Déficit public	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Gouvernement	-3,9	-2,4	-7,7	-5,0	7,6	-	-5,5	-3,5	-1,7	-
Commission*	-4,2	-2,5	-7,6	-4,8	3,1	7,8	-3,9	-2,5	-9,4	-9,2
FMI**	-7,0	-0,3	-6,7	-3,8	0,8	3,7	-5,3	-1,6	-6,7	-4,0
OCDE***	-9,1	-7,2	-8,4	-7,4	-2,4	-0,1	-8,8	-8,5	-9,8	-6,4

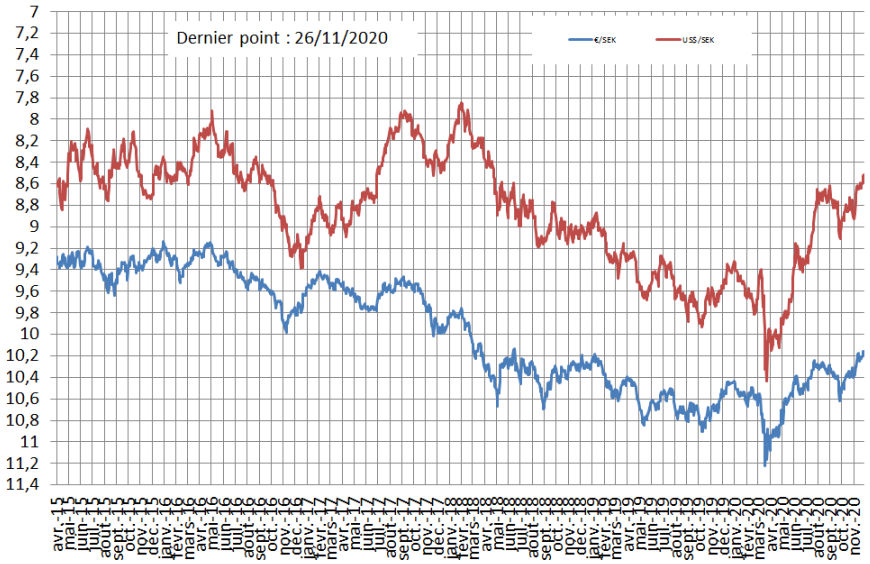
	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Dette publique	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Gouvernement	43,2	41,5	70,2	72,8	-	-	42,9	42,0	-	-
Commission*	45,0	41,1	69,8	71,8	46,2	43,7	39,9	40,5	60,6	67,3
FMI**	31,8	33,8	59,1	59,9	40,0	40,0	35,4	33,8	31,5	29,6

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Autres	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
inflation (IPCH)*	0,3	1,1	0,4	1,1	1,3	1,8	0,6	0,8	3,0	2,8
cons. privée*	-2,9	4,7	-4,4	3,5	-6,8	3,9	-4,6	3,4	-5,7	2,9
chômage (BIT)*	6,1	5,8	7,9	7,7	5,3	4,8	8,8	9,2	10,1	9,5

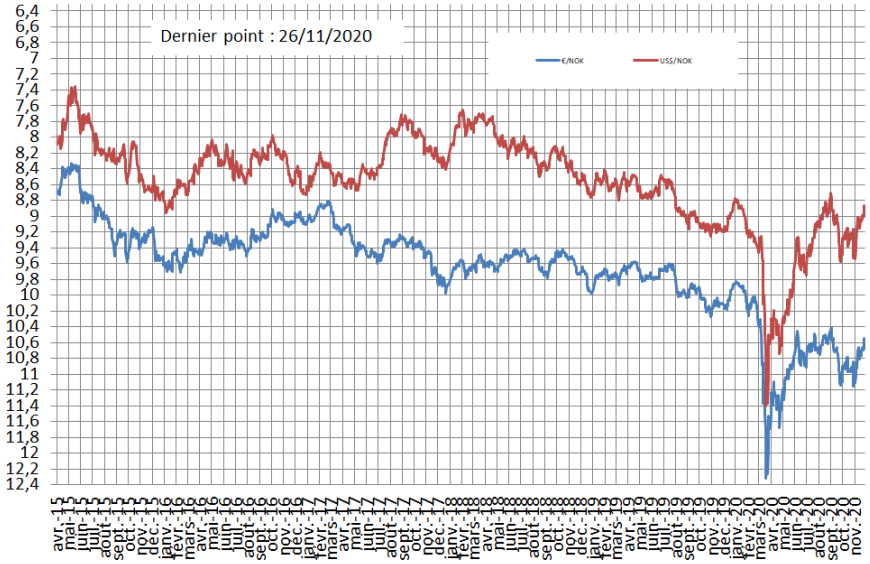
Source :
* *Prévisions d'automne* (novembre 2020) - Commission
** *World Economic Outlook* (avril 2020, prévision de la dette publique non publiée)
*** *Perspectives économiques* (juin 2020)
**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA , Islande : Statis*
Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement
En rouge : dégradation
En vert : amélioration

3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Ingalill d'Armaillé (Conseiller financier)

Service Economique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay, P. Caceres), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen, J. Zribi), Oslo (B. Zanghellini, F. Belle-Larant), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot, E. Tredez) et du Service Economique Régional de Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Charrier, L. Damblemont).